

raient interdites. C'est seulement en battant à plate couture le prolétariat sur le terrain de ses revendications, que le capitalisme parviendra à réaliser effectivement ses projets d'incorporation et de transformation des organismes de classe du prolétariat, à en faire des instruments d'administration officielle de ses intérêts.

Le 14 juillet, les arrêtés-lois de Laval, les événements de Brest, Toulon, qui caractérisent si bien l'isolement du prolétariat, incitent à tirer un bilan des événements en France, avant d'aborder les problèmes concrets du mouvement prolétarien.

Il est un fait : la vieille démocratie française se défend — beaucoup mieux que le capitalisme italien ou allemand — avec la force combinée d'une puissance économique qui bénéficie d'un circuit de colonies, d'une structure non super-industrialisée et pouvant mieux résister à la crise, et de traditions séculaires contre un prolétariat essayant en vain de se donner une conscience de classe. Pour ceux qui aiment les formules toutes faites, qui estiment qu'il faut apprécier la révolution russe pour la possibilité qu'elle offre de recalquer ses péripéties dans les pays occidentaux, la France offre bien des surprises, plus encore que l'Allemagne et l'Italie. Dans ces derniers pays l'on essaya d'inventer une opposition entre la démocratie et le fascisme, que le prolétariat aurait pu exploiter en vertu de la fameuse histoire de Kornilov. Mais ici et là, il fut prouvé qu'il s'agissait de deux formes de domination capitaliste, nullement antagonistes, mais successives : l'une préparant les conditions pour l'autre, l'une immobilisant le prolétariat en prévision de l'autre. En France, après l'avènement du fascisme en Allemagne, il fut d'abord proclamé que le seul fait de la crise économique justifiait la venue prochaine du fascisme. Avant même que ce danger se précisât, on proclamait la nécessité d'exploiter le contraste entre la démocratie et le fascisme inexistant. Mais les effets de la crise économique sur le prolétariat ne le portent pas forcément vers des mouvements révolutionnaires. Il faut pour cela des conditions déterminées : un ébranlement général de l'appareil étatique du capitalisme, faisant de chaque mouvement prolétarien un danger direct pour l'Etat capitaliste. Cette situation exista en Italie, après l'occupation des usines ; en Allemagne en conséquence

du poids qu'avait acquis le prolétariat, après ses batailles révolutionnaires de 1919 et 1923. En France, avant même que la crise se fasse sentir, le centrisme avec sa « troisième période », désagrégeait le prolétariat, et en 1932, lors de l'avènement des cabinets de gauche, le livrait impuissant aux louvoyements d'Herriot, Chautemps, Daladier entamant les premières batailles de crise contre les ouvriers. Pourquoi appeler le fascisme quand il était possible de tamponner, grâce aux profits coloniaux, les chocs de classes et que les mouvements révolutionnaires pouvaient être évités grâce au centrisme et à la social-démocratie. Il est faux de prétendre que la domination par excellence du capital financier est le fascisme et que celui-ci étant la force prédominante en France, comme dans tous les pays, ce dernier serait inévitable. Précisément parce que le capitalisme financier réalise la puissance de la classe bourgeoise dans son ensemble, il vise avant tout à la destruction du prolétariat. Et la domination démocratique est de beaucoup celle qui s'adapte le mieux au maintien de ses privilèges, car mieux que le fascisme elle pénètre le cerveau de l'ouvrier, le pourrit intérieurement, alors que le fascisme écrase par la violence une maturation de classe que le capitalisme ne parvient pas à faire disparaître.

Le France prouve que le sommet de la soi-disant opposition irréductible entre la démocratie et le fascisme — que le prolétariat devrait exploiter — est donné par l'antifascisme qui conduisit au 14 juillet et aux décrets-lois de Laval, c'est-à-dire à la dissolution au point de vue politique et à la défaite sur le terrain économique. Après le 6 février, ce n'était pas l'heure du fascisme qui sonnait, mais celle des attaques d'envergure du capitalisme auquel le prolétariat ne pouvait s'opposer qu'à la condition de réaliser la capacité de faire de ses luttes partielles un piédestal pour des attaques contre l'Etat capitaliste. Mais dès l'avènement de Doumergue, les travailleurs de l'Etat, les fonctionnaires en premier lieu, puis d'autres catégories furent abandonnés à eux-mêmes, alors que les centristes partaient en campagne pour le « syndicat unique », sorte d'amalgame en dehors de la C. G. T. et de la C. G. T. U. et que les réformistes se gardaient bien d'appuyer positivement des projets d'unité syndicales, comprenant parfaitement

qu'une unité syndicale se réalisant alors qu'éclataient encore des mouvements de classe, pouvait nuire aux intérêts du capitalisme. Point n'était même besoin d'une réforme de l'Etat, puisqu'il était possible de réduire à merci tous ceux qui se rattachent à celui-ci, soit salariés, fonctionnaires, soit instituteurs. C'est pourquoi Doumergue put se retirer dans l'indifférence générale pour faire place à Flandin, qui développa, somme toute, le programme de son prédécesseur, en entraînant de plus larges catégories de prolétaires dans le mouvement de « sacrifice national » : c'était-là la base d'une véritable réforme de l'Etat.

Par ailleurs, une simple comparaison entre la période de Brüning, en Allemagne et celles des décrets-lois de Laval, en France (qui ont la même signification : démembrer le prolétariat et ses organismes de classe) permet d'établir la fonction similaire du fascisme hitlérien et des forces démocratiques agissant dans le front populaire. En face des décrets de famine de Brüning, le centrisme développa la théorie « social-fasciste », allant jusqu'à participer au plébiscite prussien contre le gouvernement socialiste de Braun, — provoqué par les fascistes — et agita son opposition syndicale révolutionnaire, isolant les ouvriers communistes des masses. D'autre part, les socialistes, au nom du moindre mal, en raison des postes étatiques occupés par eux, préconisèrent l'acceptation de ces décrets. Ces décrets allaient porter un coup décisif au prolétariat immobilisé par centristes et socialistes, alors que le fascisme passait à l'offensive sans rencontrer la résistance d'un prolétariat qui, s'il avait pu lutter pour ses revendications, en aurait fait le front de la révolution.

En France, par contre, les socialistes passent à l'attaque contre Laval, les centristes agiront afin de pousser la S. F. I. O. au pouvoir, pour le soutien de toute formation gouvernementale de gauche (abstraction faite des personnalités) déclarant vouloir lutter pour l'amélioration de conditions d'existence des travailleurs (Thorez), mais établiront le front populaire sur l'exclusion des grèves, donc sur l'acceptation des mesures de démolition du mouvement prolétarien. Toute l'agitation du front populaire au lieu d'avoir pour conséquence le renforcement du fascisme, comme ce fut le cas pour les imposantes manifestations et l'agitation des

centristes, de la Bannière d'Empire socialiste, en Allemagne, se dirigera en France vers une conversion du front populaire en un gouvernement populaire. Les événements ne se dirigeront pas vers la cristallisation d'une opposition violente entre la bourgeoisie et le prolétariat que le fascisme exprimera victorieusement, mais vers l'opposition entre des formations bourgeoises où le prolétariat sera anéanti. Ainsi, si en France les forces démocratiques auront la fonction qu'eut le fascisme en Allemagne, cela découlera de situations différentes, mais où l'objectif capitaliste sera d'écraser le prolétariat.

Devant les arrêtés-lois de Laval, la position du front populaire fut la suivante : ce n'est point la république qui frappe, c'est Laval le représentant « des Bastilles économiques ». L. Blum partira en guerre contre l'inégalité dans le sacrifice alors que la devise républicaine viserait à l'égalité... Le centrisme, sous la plume de Duclos, écrira qu'il repousse les décrets qui abaissent le pouvoir d'achat des masses, sous entendant par là son acceptation de ceux des décrets appelés à baisser le coût de la vie : en réalité à donner le change au prolétariat. En tout cas, tous feront une distinction entre les radicaux, membres du gouvernement, et Laval. Ceux-ci seraient les prisonniers de celui-là et c'est au bloc socialo-centriste qu'il reviendrait de les délivrer.

La position du parti radical socialiste, au cours de ses événements, manifesterait clairement sa conscience hautement capitaliste : c'est lui qui servira de pont entre le centrisme et la bourgeoisie, c'est lui qui présidera au passage des ouvriers sous le drapeau tricolore et préparera dès maintenant les bases pour une formation gouvernementale de demain, pour la continuation de la réalisation du programme du capitalisme sur une perspective de gauche. Le 14 juillet, les ouvriers, à l'instigation des centristes, crieront « Daladier au pouvoir ». Pourtant des représentants du parti radical furent les collaborateurs de Doumergue, d'autre part des « antifascistes » actuels appuieront ce dernier. C'est donc que la condition de continuer le programme de Doumergue, de Flandin, de Laval, pourrait se trouver momentanément dans une formation du front populaire, qui représente quand même la position du capitalisme français pour mobiliser demain les masses pour la